

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
30 Rue Albert Einstein CS 90448
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Aix-en-Provence, le 28/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrefour Supply Chain

ZAC de la CRAU
Av. Gabriel VOISIN
13300 Salon-De-Provence

Références : MDB-2025-0199
Code AIOT : 0006401067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement Carrefour Supply Chain implanté ZAC de la CRAU Av. Gabriel VOISIN 13300 Salon-de-Provence. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrefour Supply Chain
- ZAC de la CRAU Av. Gabriel VOISIN 13300 Salon-de-Provence
- Code AIOT : 0006401067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Base logistique CARREFOUR SUPPLY CHAIN assure l'approvisionnement des produits des magasins de la marque dans le grand Sud, de Béziers à Nice. Le site est constitué de deux entrepôts, l'un dédié au stockage des produits frais/surgelés, l'autre communément appelé "épicerie", destiné au stockage des produits secs, dont l'une des cellules est réservée au stockage des matières dangereuses. L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015. Le site est soumis

au régime de l'autorisation et il relève du classement Seveso seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite de l'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing régionale "Pertes d'utilités". Cette action fait suite à des événements récents qui ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de pertes d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte.

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de la visite sur le site de CARREFOUR SUPPLY CHAIN situé à Salon-de-Provence. L'exploitant doit cependant transmettre à l'inspection :

- sa procédure en cas de perte d'utilité en application des prescriptions réglementaires de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels ;
- le rapport d'intervention de la société POSITIF relatif à la mise en conformité du groupe électrogène côté "épicerie".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les plans du réseau électrique et de localisation des équipements alimentés. Le site est alimenté à 15 000 V par une entrée, le fournisseur étant ENGIE. Il bénéficie d'une plateforme numérique lui permettant de connaître les incidents de perte d'utilité en cours avec une estimation de la période d'indisponibilité ainsi qu'un numéro de téléphone pour communiquer avec ENGIE. Les équipements concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">• le matériel de défense et d'alerte incendie ;• les salles de charge ;• des équipements de manutention tels que les chariots et les compacteurs à carton ;• les groupes froids ;• l'éclairage de l'entrepôt. En cas de perte d'utilité, le site dispose de deux groupes électrogènes de secours, l'un pour l'entrepôt "épicerie", l'autre pour l'entrepôt "produits frais", ainsi que pour le système de sécurité incendie (SSI). L'exploitant précise qu'en cas de coupure d'électricité, il estime que le groupe électrogène (ancienne génération) n'a pas suffisamment de capacité pour maintenir les produits frais à température froide. Si le cas se présentait, les produits seraient jetés tandis que l'activité dans l'entrepôt "épicerie" pourrait continuer tant que le matériel fonctionne (sous batterie). Il ajoute que la défense incendie ne serait pas remise en cause. L'exploitant prévoit de changer le groupe électrogène côté "épicerie" en notifiant le préfet et l'inspection. Concernant la défense incendie, celle-ci est autonome et automatique (de type sprinkler).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. [...] - Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...]
Constats : Suite à l'annonce de la visite d'inspection sur la thématique "Pertes d'utilités" et les risques liés, l'exploitant a créé une procédure spécifique en cas de perte d'utilité (création le 28/02/2025). Celle-ci doit être finalisée en y intégrant notamment la liste des équipements liés à la défense incendie et à la surveillance devant être secourus et les fiches réflexes liées à la mise en sécurité des installations (pendant la coupure d'électricité, au redémarrage...). La procédure devra être incorporée au plan d'opération interne (POI).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de finaliser la procédure et les consignes spécifiques en cas de perte d'utilité conformément aux prescriptions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et de mettre à jour son POI en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
Prescription contrôlée : Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

Constats :

Le site est sous onduleurs (x18) dont l'autonomie est de 30 minutes. En cas de coupure d'électricité prolongée, les deux groupes électrogènes prennent le relais. Celui côté "épicerie" dispose d'un réservoir de fioul de 1 800 L et l'autre côté "produits frais" dispose d'une cuve intermédiaire de 1 000 L. Le site dispose également d'une cuve souterraine d'une capacité de 50 000 L. Lors de la visite, l'inspection a vérifié les niveaux de fioul et a constaté les volumes suivants :

- 1 674 L / 1 800 L pour le groupe électrogène côté "épicerie" ;
- 850 L / 1 000 L pour la cuve intermédiaire du groupe électrogène côté "produits frais" ;
- 40 000 L / 50 000 L pour la cuve souterraine.

L'exploitant ajoute qu'ils ont un contrat avec CARFUEL pour être réapprovisionner en fioul en moins de 24h.

En cas de coupure d'électricité prolongée, le site dispose suffisamment de fioul pour alimenter les groupes électrogènes de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont

associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

Concernant la vérification et la maintenance des onduleurs et des batteries, le site mandate la société POWER PLUS qui intervient de fréquence annuelle. L'inspection a consulté le rapport de vérification daté du 09/10/2024 et le rapport d'intervention daté du 24/10/2024 (remplacement de batteries).

Pour les groupes électrogènes, l'exploitant mandate la société POSITIF qui intervient une fois par an. En interne, les groupes électrogènes sont vérifiés une fois par mois. L'inspection a consulté le rapport de visite daté du 19/03/2025 pour laquelle la société POSITIF a procédé à un changement de câblage. L'inspection a également consulté le registre de maintenance du groupe électrogène côté "épicerie" sur lequel est indiqué une fuite récurrente depuis trois mois. L'exploitant répond que la société POSITIF doit envoyer un devis relatif au remplacement de joint.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de remettre en conformité le groupe électrogène côté "épicerie" et de lui transmettre le rapport d'intervention de la société POSITIF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours